



Revue Internationale de  
COMMUNICATION ET SOCIALISATION

# PARTICIPATION CITOYENNE ET PRATIQUES INNOVANTES

Volume 3, numéro 2

2016

©RICS - ISSN 2292-3667

## LIMINAIRES

### PARTICIPATION CITOYENNE AU DÉFI DES PRATIQUES INNOVANTES

JEAN-CLAUDE KALUBI, GERMAIN COUTURE, MYRIAM ROUSSEAU ET JULIE RUEL

La participation citoyenne relève d'une obligation légale. Elle renvoie aux transformations historiques, aux luttes historiques, aux mouvements sociaux, aux revendications des droits de citoyen, et surtout à l'application des normes favorisant l'égalité des chances pour tous au sein de la société (Morin, Rivard, Crocker, Parent-Boursier et Caron, 2013). La participation citoyenne traduit la préoccupation collective, sur le plan sociopolitique, visant à soutenir des personnes présentant des incapacités intellectuelles dans leurs rôles de citoyen.

Il s'agit d'un processus exigeant qui, au-delà des « adaptations circonstancielles », impose des « changements paradigmatiques » (Fleuri, 2014) dans chacune des entités organisationnelles.

Le plus grand défi qui émerge de cet impératif de renouvellement des pratiques est l'invention des modes d'intervention susceptibles non seulement de répondre à la complexité des demandes ou des besoins, mais aussi de susciter la disponibilité des services, de respecter les différences et d'activer le potentiel créatif chez les professionnels. C'est l'offre de services qui doit se restructurer pour répondre à la diversité des besoins des usagers, tout en prenant en considération des trajectoires particulières. Dès lors, il est facile de proclamer publiquement le voeu du vivre ensemble, plutôt que de l'actualiser dans les pratiques quotidiennes.

Plusieurs pays ont entrepris des réformes majeures pour permettre la participation accrue des personnes présentant une déficience intellectuelle à la planification de leurs services, au développement des politiques sociales, de même qu'à la consolidation du respect de leurs droits (Morin, Rivard, Crocker, Parent-Boursier et Caron, 2013). De plus, il y a non seulement l'apparition de nouveaux modes de production de savoirs, mais aussi, le changement rapide des pratiques d'intervention, le renouvellement des modèles de gouvernance et la multiplication des échanges internationaux.

Par ailleurs, les transformations introduites dans le réseau de réadaptation au Québec ont changé de manière significative les modèles d'organisation des services destinés à la personne vivant avec des incapacités. Dans chaque milieu, un virage culturel s'est imposé, stimulant l'adoption des guides de pratiques spécialisées et l'attention aux déterminants majeurs centrés sur le développement des compétences chez différents acteurs.

Les conditions d'intervention sont variables; elles marquent de manière notable l'évolution des rôles et des identités. Elles influencent la dynamique relationnelle et collaborative entre professionnels. Elles se répercutent sur le type de leadership exercé tant par les familles et les gestionnaires que par les autres membres de la communauté.

Sur le terrain, le rythme d'innovation dans les pratiques crée une atmosphère de chaos qui affecte la vision dominante chez les acteurs évoluant dans les nouvelles entités intégrées qui sont au coeur de la réorganisation de services. Le rythme évoqué influence aussi nombre de facteurs abordés par les acteurs de

terrain : les types de besoins, la fréquence d'une directive, les formes de soutien, les protocoles de gestion, etc.

Il requiert des signes visibles pour voir émerger les valeurs et des réflexions partagées sur l'avenir des personnes vivant avec des incapacités intellectuelles.

Il met en évidence *les modes d'ajustement* (Poirier, Paquet, Giroux et Forget, 2005), ainsi que le caractère processuel des approches interactives, des initiatives de négociation, des enjeux de contrôle et des projets de séduction.

Dans le processus de l'offre des services, les multiples responsabilités des intervenants facilitent la circulation des connaissances, pour stimuler l'entraide, favoriser les rôles sociaux actifs et soutenir le développement des compétences.

Il faut prévoir des conditions spécifiques pour chaque individu. Celles-ci devront être intégrées au plan d'intervention, afin que tous les professionnels puissent les mettre en application (Poirier, Paquet, Giroux et Forget, 2005). Il est donc important de se pencher sur la question afin de trouver les conditions optimales.

La trajectoire de participation sociale influence aussi l'approche des besoins prioritaires des élèves d'aujourd'hui et de demain. Ils proposent des réflexions relatives à la diversité des approches privilégiées, de même que la nécessité d'une vision du pont entre le passé, le présent et l'avenir, entre l'école et le monde professionnel, entre l'univers familial et la communauté.

L'ajustement des modes d'accès et des conditions d'accueil a permis de les rendre aussi proches que possible de celles de tous les citoyens. Il est important de rappeler le cheminement de l'humanité en transformation, au travers des conventions internationales sur les droits et l'émergence des paradigmes centrés sur le développement du plein potentiel de chaque personne, de chaque enfant.

À la lumière de ce qui précède, le concept d'inclusion sociale est de plus en plus abordé sous l'angle de l'exigence d'un accueil pour tous, avec la possibilité de bénéficier des ressources appropriées ou d'une aide adaptée. Or, des écarts importants sont relevés au quotidien sur le terrain; ils sont de nature à entraîner des inégalités socioéconomiques durables. Par ailleurs, des études stigmatisent un certain nombre de paradoxes autour de l'absence des familles dans le discours portant sur la recherche des solutions, ainsi que la recherche de nouveaux systèmes de soutien. La vision positive de l'inclusion et de la participation sociales doit bénéficier d'une contribution active des familles pour mieux exercer le droit de leurs enfants à mener une vie aussi normale que possible.

D'un article à l'autre, les contributions d'auteurs donnent un aperçu des *différentes sphères d'activité qui du reste demeurent soumises aux cultures dominantes, à l'hétérogénéité des usagers, à la variété des instruments professionnels, ainsi qu'aux* rapports de proximité établis entre les usagers et leurs communautés.

Dans leur article intitulé « Les pratiques d'intervention favorisant l'autodétermination d'adultes présentant une déficience intellectuelle : la perspective des intervenants », Martin Caouette, Louis-Simon Maltais, Bianca Beaumont et Coralie Sarrazin relèvent le souci croissant pour les pratiques d'autodétermination. Ils montrent aussi comment se développent les dimensions d'une intervention adaptée en fonction de la perspective des intervenants. Pour sa part, Guy Sabourin présente un texte intitulé « Les troubles graves du comportement en déficience intellectuelle: pour une perspective de prévention globale ». Il y aborde l'approche d'analyse et d'intervention multimodale dont les multiples principes de prévention contribuent à réduire la probabilité de Troubles Graves du Comportement. Tandis que dans leur article portant le titre de « Défis récurrents des

personnes présentant une déficience intellectuelle au regard des soins de santé et pistes d'action proposées », Assumpta Ndengeyingoma et Julie Ruel exploitent les résultats d'une recension des écrits pour illustrer les défis récurrents auxquels sont confrontées les personnes présentant une déficience intellectuelle et leur famille, au sein des services de santé. La plupart de ces défis sont liés aux caractéristiques de la personne elle-même, à la pratique des professionnels et à l'organisation des services. Dans l'article intitulé « La participation sociale de jeunes adultes ayant des incapacités intellectuelles, un an après la fin de la scolarisation », Francine Julien-Gauthier, Sarah Martin-Roy, Julie Ruel, André Moreau et Daphné Rouillard-Rivard tentent de comprendre les défis et les enjeux de la participation sociale de jeunes adultes ayant des incapacités intellectuelles, à l'entrée dans la vie adulte. Les résultats de leurs analyses décrivent les aspirations de ces jeunes adultes, leur participation à la vie familiale, leurs activités de travail, ainsi que leur réseau social.

Enfin, dans leur article intitulé « La rédaction inclusive : démarche participative à privilégier auprès de personnes ayant de faibles compétences en littératie », Julie Ruel, André C. Moreau, Bernadette Kassi et Maude Prud'homme insistent sur le fait que de faibles compétences en littératie peuvent être des obstacles à l'accès à l'information. Ce texte interroge les meilleures façons de rendre l'information accessible à un groupe-cible, de jumeler des intervenants à des personnes présentant une DI pour coconstruire du matériel pertinent. De telles pratiques permettent de renforcer les capacités de participation citoyenne lors des rencontres concernées.

Pour compléter ces textes orientés par une thématique qui renvoie aux pratiques innovantes en déficience intellectuelle, d'autres auteurs ont été invités à proposer les résultats de leurs travaux. Ainsi, dans son texte intitulé « Stratégies des parents d'élèves pour un enseignement primaire de qualité à Ouagadougou », Fatié Ouattara expose ses constats concernant le faible niveau académique des élèves du Burkina Faso. Le texte aborde les stratégies privilégiées par les parents d'élèves à la recherche d'un enseignement primaire de qualité. Dans leur article intitulé « Quelle gestion didactique de la résolution de tâches mathématiques en classe d'accueil ? », Jeanne Koudogbo, Laurent Theis et Marie-Pier Morin abordent les contraintes langagières qui pèsent sur l'enseignement en classe d'accueil comme un défi important pour l'apprentissage des mathématiques. En analysant les moyens créés, dans le cadre d'une recherche collaborative, les auteurs veulent mieux soutenir les élèves allophones dans la résolution de tâches mathématiques. Dans un dernier texte intitulé « Quand la résilience est en panne, le paradoxe devient une solution », Serge Larivée et Carole Sénéchal expliquent les facteurs personnels de protection associés à la résilience. Ils en esquissent aussi des bénéfiques en termes de renforcement des capacités individuelles de résolution des problèmes. En définitive, les auteurs attirent l'attention sur les conditions à mettre en place en vue d'un développement optimal.

## RÉFÉRENCES

Fleuri, R (2014). Participation sociale et défis épistémopédagogiques dans les contextes éducationnels inclusifs. *Revue internationale de communication et socialisation*, 1(2), 172-185.

Morin, D., Rivard, M., Crocker, A.G., Parent-Boursier, C., & Caron, J. (2013). Public attitudes toward intellectual disability: a multidimensional perspective. *Journal of Intellectual Disability Research*, 57 (3), 279-292.

Poirier, N., Paquet, A., Giroux, N. et Forget, J. (2005). L'inclusion scolaire des enfants autistes. *Revue de Psychoéducation*, 34(2), 265-286.